

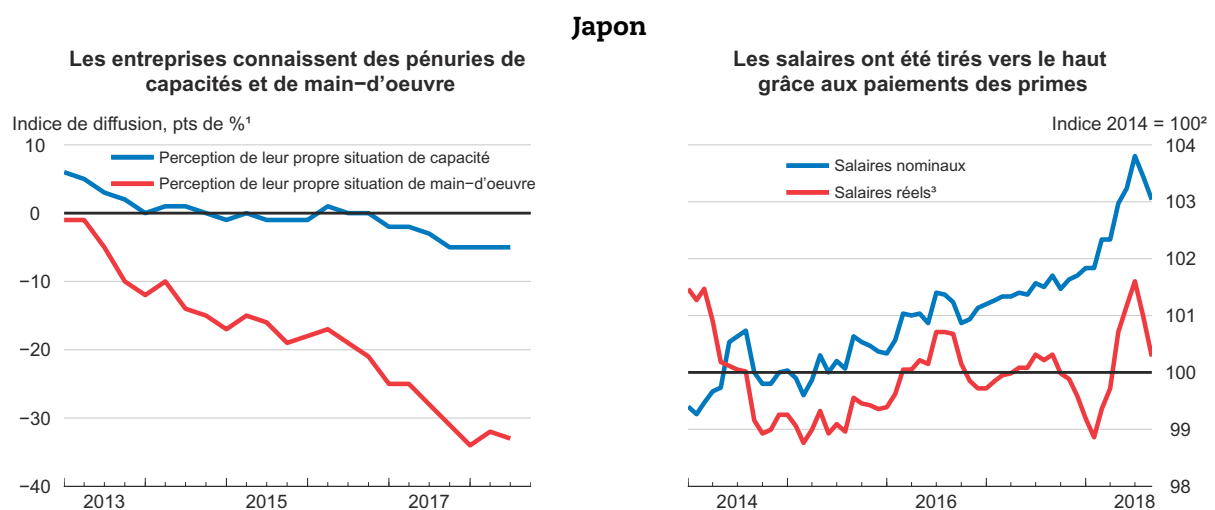
JAPON

La croissance économique devrait rester aux alentours de 1 % en 2018-19, les bénéfices record des entreprises et les pénuries de main-d'œuvre stimulant l'investissement des entreprises. En outre, la forte progression des salaires favorisera le redressement de la consommation privée en 2019. Il est vrai que l'augmentation de la taxe sur la consommation qui entrera en vigueur en octobre 2019 affaiblira temporairement la demande, mais la croissance devrait repartir début 2020, dynamisée par de nouvelles dépenses publiques et la tenue des Jeux olympiques à Tokyo en 2020. Une croissance soutenue, conjuguée à la hausse des prix du pétrole, devrait porter l'inflation à 1 ½ pour cent (hors effet de la hausse de la taxe sur la consommation) en 2020.

Le ratio dette publique/PIB, qui atteint le niveau le plus élevé jamais enregistré dans la zone OCDE, représente un risque grave. Pour garantir la viabilité des finances publiques, il est nécessaire d'engager un programme d'assainissement précis, prévoyant un processus d'augmentation progressive de la taxe sur la consommation qui commencera par le relèvement prévu pour 2019, ainsi que des mesures permettant de maîtriser les dépenses dans un contexte de vieillissement démographique rapide. Étant donné que la population en âge de travailler décline, la mise en œuvre de nouvelles mesures favorables à l'emploi et de réformes structurelles porteuses de gains de productivité est une priorité. La politique monétaire devra rester expansionniste jusqu'à ce que l'objectif de 2 % d'inflation soit atteint.

La consommation privée et l'investissement des entreprises ont été les moteurs de la croissance

L'expansion actuelle, qui a débuté en décembre 2012, est en passe de devenir début 2019 la plus longue phase ascendante que le Japon ait connue depuis la Seconde




1. Ces indices de diffusion montrent le nombre d'entreprises répondant qu'elles ont un nombre excessif de travailleurs après déduction de celles indiquant une pénurie, et au nombre de celles répondant qu'elles ont une capacité excédentaire après déduction de celles déclarant une pénurie. Un chiffre négatif indique donc une pénurie générale de main-d'oeuvre et de capacité.

2. Données corrigées des variations saisonnières (moyenne mobile sur trois mois), fondées sur les établissements comptant 30 salariés ou plus.

3. Corrigés de l'indice des prix à la consommation, hors loyers.

Source : Banque du Japon ; et Ministère de la Santé, du Travail et des Affaires sociales.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876936>

Japon : **Emploi, revenu et inflation**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020
	Prix courants trillions de YEN	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2011)				
PIB aux prix du marché	532.0	1.0	1.7	0.9	1.0	0.7
Consommation privée	301.2	0.1	1.0	0.4	0.9	-0.1
Consommation publique	105.3	1.3	0.4	0.5	0.6	1.0
Formation brute de capital fixe	126.5	1.1	2.5	1.7	1.5	0.8
Demande intérieure finale	533.0	0.6	1.2	0.7	1.0	0.4
Variation des stocks ¹	1.2	-0.2	-0.1	0.1	0.0	0.0
Demande intérieure totale	534.2	0.4	1.2	0.8	1.0	0.4
Exportations de biens et services	93.6	1.7	6.7	2.8	1.4	3.8
Importations de biens et services	95.8	-1.6	3.5	2.6	1.4	2.0
Exportations nettes ¹	- 2.2	0.6	0.6	0.1	0.0	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	0.3	-0.2	-0.1	0.3	1.6
Indice des prix à la consommation ²	—	-0.1	0.5	1.0	1.4	1.9
IPC sous-jacent ³	—	0.4	-0.1	0.2	1.2	1.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	3.1	2.8	2.4	2.4	2.4
Taux d'épargne nette des ménages (% du revenu disponible)	—	2.6	3.0	4.2	4.1	4.4
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-3.4	-3.7	-3.2	-3.0	-2.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	222.3	224.2	226.4	227.9	227.6
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	3.8	4.0	3.3	2.6	3.0

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Calculés comme la somme des indices trimestriels corrigés des variations saisonnières pour chaque année.

3. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

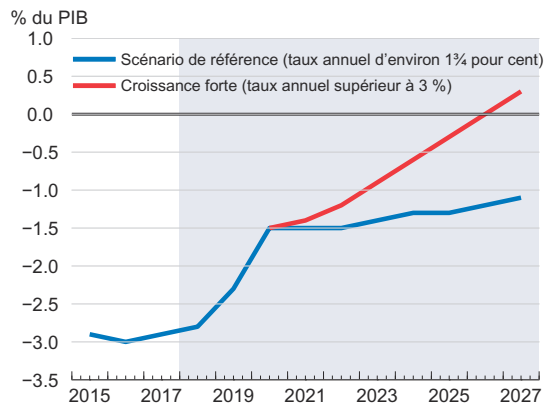
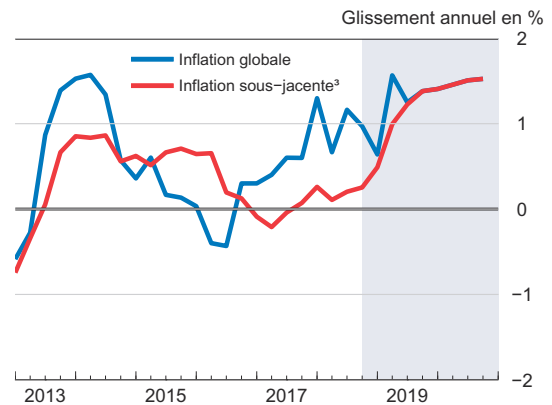
Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933877886>

Guerre mondiale. Cependant, ses retombées bénéfiques sur les ménages ont été limitées par l'atonie de la croissance des salaires. Durant cette phase d'expansion, la consommation privée par habitant a progressé à un rythme annuel de seulement 0.6 %, bien inférieur à celui de la production par habitant ressortant à 1.5 %. Quant à l'inflation globale mesurée par l'indice des prix à la consommation, elle s'établit autour de 1 % en 2018.


La croissance a été nourrie par la consommation privée et l'investissement des entreprises. La diminution de plus en plus rapide de la population en âge de travailler accentue les pénuries de main-d'œuvre, en particulier dans le secteur des services. Le taux de chômage atteint 2 ½ pour cent environ, tandis que le ratio entre offres et demandes d'emploi a atteint son plus haut niveau depuis 1974. La progression des salaires a été portée par l'augmentation de 8.6 % des primes d'été dans les grandes entreprises en 2018 et par des incitations fiscales dont a bénéficié la consommation privée. Les pénuries de main-d'œuvre, conjuguées aux pénuries de capacités et au niveau historiquement élevé des bénéfices des entreprises en 2018, dynamisent l'investissement des entreprises. Les exportations ont toutefois fléchi au troisième trimestre de 2018 sur fond de fléchissement de la croissance des échanges internationaux.

Japon

Le déficit budgétaire primaire va probablement continuer à politiques inchangées¹La hausse des prix à la consommation reste inférieure à l'objectif de 2 %²

1. Prévisions gouvernementales en juillet 2018. On suppose que la hausse du taux de la taxe sur la consommation, qui doit passer de 8 % à 10 %, interviendra comme prévu en 2019. Solde primaire de l'administration centrale et des collectivités locales, en pourcentage du PIB pour l'exercice budgétaire.
2. Les données ne tiennent pas compte de l'effet du relèvement de la taxe sur la consommation intervenu en avril 2014, dont le gouvernement estime qu'il a fait augmenter l'inflation de 2 points de pourcentage au cours de l'exercice 2014. Elles excluent également la hausse de la taxe sur la consommation prévue pour octobre 2019, qui aurait pour effet de majorer l'inflation de 1.0 point de pourcentage au quatrième trimestre de 2019 et l'impact de la gratuité des services de garde pour les enfants âgés de trois à cinq ans, qui la minorerait de 0.5 point de pourcentage, selon une estimation de l'OCDE.
3. Mesure de l'OCDE excluant les produits alimentaires et l'énergie.

Source : Bureau du Cabinet ; Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 104 ; et Banque du Japon.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933876955>

La viabilité des finances publiques dépend également de la politique monétaire et des réformes structurelles

La dette brute des administrations publiques du Japon a augmenté pour s'établir à 226 % du PIB. Compte tenu d'un déficit primaire d'environ 3 % du PIB en 2018, la date visée pour dégager un excédent primaire, initialement fixée à l'exercice 2020, a été repoussée à l'exercice 2025. Afin de contrebalancer les effets du relèvement du taux de la taxe sur la consommation, qui doit passer de 8 % à 10 % en octobre 2019, le gouvernement prévoit d'appliquer des mesures exceptionnelles, comme la baisse de la fiscalité sur les automobiles et le logement, durant l'exercice 2019-20. La décision d'utiliser la moitié des recettes supplémentaires pour financer de nouveaux programmes de dépenses atténuera les effets, sur le déficit budgétaire, de la hausse de la taxe sur la consommation. Le Japon a besoin d'un programme précis et concret d'assainissement budgétaire afin de donner confiance dans la viabilité de ses finances publiques en atteignant un excédent primaire et en amenant le ratio d'endettement public sur une trajectoire descendante. Les mesures visant à accroître les recettes devraient s'appuyer au premier chef sur une fiscalité ayant moins d'effets de distorsion, notamment sur la taxe sur la consommation et les taxes environnementales. Le relèvement de la taxe sur la consommation attendu pour 2019 devrait être suivi de nouvelles augmentations progressives rapprochant le taux japonais de la moyenne de l'OCDE, égale à 19 %. S'agissant des dépenses, l'essentiel est de contenir les dépenses sociales, en particulier les dépenses de santé et de dépendance.

Les achats massifs d'obligations d'État par la Banque du Japon, désormais détentrice de 45 % de leur encours total, ont atténué l'impact du niveau élevé de la dette publique. Dans le cadre de sa politique de « contrôle de la courbe des rendements », la banque

centrale maintient le taux de rendement des obligations d'État à dix ans proche de zéro. Elle est résolue à continuer d'accroître la base monétaire jusqu'à ce que la hausse de l'inflation, mesurée par l'indice des prix à la consommation (hors produits alimentaires frais), s'établisse de manière stable au-dessus de l'objectif de 2 %. D'après les projections, la politique monétaire devrait conserver une orientation accommodante jusqu'à fin 2020.

Face à la diminution et au vieillissement de la population japonaise, il est important de lever les obstacles à l'emploi des personnes âgées en menant une réforme du marché du travail, notamment en supprimant l'âge de départ obligatoire à la retraite, actuellement fixé à 60 ans par la plupart des entreprises. Mettre fin au dualisme du marché du travail permettrait de promouvoir l'emploi féminin et de réduire les écarts de rémunération considérables qui existent entre les hommes et les femmes. Le gouvernement a proposé d'autoriser les étrangers ayant achevé un programme de formation au Japon à rester jusqu'à cinq années supplémentaires pour travailler dans des secteurs confrontés à de sévères pénuries de main-d'œuvre, comme les secteurs de la construction et de la dépendance. Le nouveau plan d'action économique fixe un objectif ambitieux : doubler le taux de croissance de la productivité pour le porter à 2 % d'ici 2020, grâce à une série de mesures parmi lesquelles des réformes de la gouvernance des entreprises, des aides financières à l'investissement dans les technologies de l'information et de la communication pour les petites et moyennes entreprises et des incitations fiscales à revaloriser les salaires et à investir. Le Japon s'emploie à promouvoir la libéralisation des échanges en jouant un rôle de premier plan dans l'Accord de Partenariat transpacifique global et progressiste (PTP-11), qui devrait entrer en vigueur en 2019.

La hausse de la taxe sur la consommation n'aura qu'un effet temporaire sur la production.

La croissance de la production devrait demeurer autour de 1 %, niveau conforme au taux potentiel, en 2018-19 avant de revenir à 0.7 % en 2020, du fait de la hausse de la taxe sur la consommation en 2019. Toutefois, l'impact de cette hausse sera temporaire et partiellement compensé par les mesures fiscales déjà programmées. La croissance est fortement tributaire de l'évolution des salaires. L'envolée des primes observée en 2018 est de bon augure, mais pour soutenir la consommation privée, il est important que les salaires de base progressent davantage. Le protectionnisme reste une source de risques, même si dans le cadre du nouveau projet d'accord de libre-échange sur le commerce de marchandises avec les États-Unis, aucune nouvelle restriction commerciale ne pourra être instaurée durant la période de négociation. Le niveau sans précédent de la dette publique du Japon constitue un risque majeur. Toute érosion de la confiance dans la viabilité des finances publiques du pays pourrait déstabiliser le secteur financier et l'économie réelle, avec des retombées négatives de grande ampleur sur l'économie mondiale.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2018), « Japon », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2018 Issue 2*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2018-2-29-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.